

1. SIGNAUX MONDIAUX — TRAVAIL, GOUVERNANCE ET SOCIÉTÉ

Aux États-Unis, une juge laisse avancer la plainte de la NAACP contre les turbines du centre de données de xAI

Le 19 octobre, la juge Debra Brown, du tribunal fédéral du district nord du Mississippi, a rejeté la demande du ministère américain de la Justice visant à classer une plainte déposée par la NAACP contre xAI, l'entreprise d'IA d'Elon Musk, et sa filiale énergétique MZX Tech, au titre du Clean Air Act. Selon cette plainte, déposée en avril avec le Southern Environmental Law Center et Earthjustice, xAI fait tourner sans permis fédéral des dizaines de turbines à gaz méthane à Southaven (Mississippi), à environ un kilomètre et demi de son centre de données Colossus 2, dans le sud de Memphis. La NAACP estime que la centrale pourrait rejeter chaque année plus de 5 000 tonnes d'oxydes d'azote et 400 tonnes de particules fines.

Le ministère de la Justice, entré dans l'affaire en juin, affirmait pouvoir mettre fin seul à ce type d'action citoyenne. La juge a estimé qu'aucune lecture « raisonnablement possible » de la loi ne lui donne ce pouvoir. La décision ne tranche pas la question de savoir si xAI a enfreint la loi, et une demande d'arrêt des turbines pendant la procédure est toujours en attente. xAI dispose d'un permis de l'État pour 41 turbines permanentes, qui doivent fonctionner à partir de 2027.

> **Pourquoi c'est important :** Quand le réseau ne peut pas alimenter un centre de données assez vite, les entreprises produisent leur propre électricité, souvent à côté des habitations. Cette décision préserve le droit des riverains à saisir la justice pour l'air qu'ils respirent, même lorsque le gouvernement se range du côté de l'entreprise d'IA. C'est un enjeu partout où les infrastructures d'IA se construisent plus vite que les règles censées les encadrer.

Sources : IBTimes UK | TechCrunch

AUSSI CETTE SEMAINE

- Microsoft s'est retiré du projet de campus d'IA de 50 mégawatts de Nscale à Loughton, en Angleterre après que les gestionnaires du réseau ont indiqué ne pas pouvoir l'alimenter avant les années 2030. [source]
- Un document de Vodacom et du cabinet Bowmans propose une approche africaine de la gouvernance de l'IA : des principes communs d'équité, de transparence et de responsabilité, et des voies non numériques pour contester les décisions d'IA qui touchent les personnes. [source]

2. INFRASTRUCTURE ET CAPACITÉ DE CALCUL

En Afrique du Sud, des militants demandent un arrêt des nouveaux centres de données tant qu'il n'existe pas de règles

Des organisations de la société civile sud-africaine, dont Housing Assembly, Extinction Rebellion et l'ONG britannique Foxglove, représentées par le Legal Resources Centre, demandent l'arrêt de la construction de nouveaux centres de données tant qu'une réglementation spécifique n'existe pas. L'Afrique du Sud compte plus de 60 centres de données, le plus grand nombre du continent ; Le Cap en compte une douzaine et en a autorisé cinq autres. À Barcelona, un quartier du Cap privé d'eau courante et d'assainissement, des habitants contestent le changement de zonage d'un terrain voisin qui pourrait permettre à Equinix de construire près de l'aéroport. Le recours a été examiné en octobre ; un avis non contraignant est attendu dans les 90 jours.

Selon Housing Assembly, un site hyperscale doté d'un refroidissement classique pourrait consommer plus de 4,4 milliards de litres d'eau par an, soit la consommation d'environ 18 000 foyers, dans une ville qui a frôlé la pénurie totale en 2018. Selon le ministre des Communications, Solly Malatsi, il n'existe pas encore de règles propres aux centres de données : le droit existant s'applique. Equinix dit n'avoir aucun projet immédiat pour ce terrain. Son centre près de Johannesburg a employé environ 750 personnes pendant le chantier et compte 26 salariés permanents.

> **Pourquoi c'est important :** Les centres de données apportent des investissements mais peu d'emplois durables, et puisent dans la même eau et la même électricité que leurs voisins. Les habitants ne demandent pas d'arrêter l'IA : ils demandent que la consommation d'eau et d'énergie et l'impact cumulé soient rendus publics avant l'autorisation, et non après. Comme le résume Pitso Tsibolane, chercheur à l'Université du Cap : « Des règles claires ne découragent pas les investisseurs sérieux. »

Sources : Africanews / AFP | The Star / AFP

AUSSI CETTE SEMAINE

- Oman devient la nouvelle destination du Golfe pour le calcul IA : un consortium mené par Mubbadrah prévoit un campus de 3 milliards de dollars et jusqu'à 400 mégawatts, sans acheteur signé à ce jour, tandis qu'en Arabie saoudite Nebius s'est engagé pour jusqu'à 50 mégawatts sur le campus Oxagon de Humain à partir de fin 2027. [source]

---

3. ÉDUCATION ET CAPACITÉS HUMAINES

En Afrique, les tuteurs IA atteignent les élèves par WhatsApp et SMS

Plusieurs start-up africaines de l'éducation font arriver l'IA jusqu'aux élèves par le téléphone qu'ils possèdent déjà. FoondaMate, née en Afrique du Sud, propose sur WhatsApp et Messenger un assistant d'étude qui a répondu à plus de 100 millions de questions d'élèves en Afrique du Sud, au Zimbabwe et au Nigeria. Au Kenya, M-Shule envoie des leçons adaptatives par SMS sur de simples téléphones basiques, sans haut débit. Au Nigeria, Afrilearn offre fiches de cours, vidéos et plus de 500 000 quiz à plus de quatre millions d'apprenants. AltSchool Africa a lancé l'initiative de formation « AI for 10M Africans ».

Les observateurs formulent deux réserves : les chiffres d'utilisation ne prouvent pas que les élèves apprennent mieux, et les modèles d'IA généralistes peuvent ne pas suivre les programmes locaux, voire donner de mauvaises réponses. Peu de ces outils ont été rigoureusement évalués.

Pourquoi c'est important : Pour un élève en zone rurale équipé d'un téléphone basique et sans haut débit, le tuteur IA qui compte est celui qui fonctionne par WhatsApp ou SMS. La prochaine étape, ce sont les preuves : montrer que ces outils améliorent réellement les apprentissages, dans les langues et les programmes locaux, avant que les ministères ne les généralisent.

Source : Punch, via AF.net

AUSSI CETTE SEMAINE

- Le Sénégal et la Fondation Gates ont lancé à Dakar un Senegal AI Scaling Hub pour faire passer l'IA appliquée à la santé et à l'agriculture du stade pilote à l'échelle nationale, avec des outils conçus localement ; il a été présenté alors que la Fondation tenait à Dakar son sommet Goalkeepers consacré à « l'IA équitable et l'avenir de la jeunesse africaine ». [source]

---

4. INDUSTRIES CRÉATIVES

À Mombasa, les conteurs africains se demandent à qui appartiennent leurs histoires à l'ère de l'IA

Du 28 au 31 octobre, Afrotellers a tenu sa première conférence à Mombasa, au Kenya, sur le thème « La souveraineté narrative à l'ère de l'IA et des rapports de force mondiaux en mutation ». Cinéastes, journalistes, musiciens, chercheurs et décideurs d'une douzaine de pays africains y étaient conviés autour de trois axes : le colonialisme algorithmique, les politiques publiques et le plaidoyer, et la viabilité des économies créatives. Au programme : la manière dont les algorithmes décident quelles histoires sont vues, la transformation de la production par l'IA, et la propriété des données d'entraînement et de la propriété intellectuelle.

Lors d'un dialogue préparatoire en août, McDonald Lewanika, d'Accountability Lab, a invité les conteurs à utiliser l'IA comme un assistant sans renoncer au contrôle de leurs données, de leurs langues et de leur culture, et mis en garde contre « l'impérialisme algorithmique ». « Aussi phénoménale soit-elle, l'IA ne peut pas nous remplacer », a-t-il déclaré. Le vrai test, reconnaissent les organisateurs, sera d'aider les créateurs à vivre de leur travail.

Pourquoi c'est important : Les systèmes d'IA sont entraînés surtout sur des récits, des musiques et des images venus d'ailleurs, et les algorithmes des plateformes décident quelles histoires africaines trouvent un public. Quand les créateurs fixent eux-mêmes leurs conditions sur les données, la langue et la propriété, ils ont de meilleures chances d'être représentés, et rémunérés, équitablement.

Sources : Capital FM | Citizen Digital | CITE

---

5. REGARD RÉGIONAL — AFRIQUE ET SUD GLOBAL

Les start-up africaines de l'IA misent sur les gouvernements, mais les marchés publics les font attendre pour être payées

Les gouvernements sont le premier marché visé par les entreprises africaines de l'IA : 44 % des sociétés interrogées pour « AI Made in Africa » (GIZ et Briter) vendent au secteur public, et 32 % placent l'accès aux marchés publics parmi leurs priorités. En Afrique du Sud, la CIPC cherche un chatbot IA pour deux millions d'échanges par mois, sur trois ans et sans aucune avance : le prestataire doit financer lui-même l'exécution.

L'enquête (85 répondants dans 38 pays) montre la minceur des marges : seules 15 % des entreprises sont rentables et 61 % citent le coût du cloud, payé en dollars, comme principal goulet d'étranglement.

Pourquoi c'est important : Quand les gouvernements achètent une IA conçue localement, les services publics peuvent être pensés pour les langues et les besoins locaux, et les entreprises du pays grandissent. Des conditions de paiement écrites pour les grands prestataires excluent les petits. Des paiements par étapes ou des avances pourraient faire autant pour l'IA africaine qu'une nouvelle stratégie nationale.

Sources : TechCabal, via Afropolitain | Agence Ecofin

AUSSI CETTE SEMAINE

- L'investisseur sud-africain INFRAGORA Global Capital prévoit de lancer en 2027 la construction de deux centres de données adaptés à l'IA au Nigeria, première phase d'un programme de 3 à 5 milliards de dollars dans sept pays africains ; une étude de faisabilité financée par les États-Unis est en cours et le financement n'est pas encore bouclé. [source]

---

6. OPPORTUNITÉS ET ÉVÉNEMENTS

La Fondation Gates recrute des AI Fellows à Abuja, Addis-Abeba, Johannesburg et Nairobi — candidatures jusqu'au 11 novembre

La Fondation Gates recrute des AI Fellows pour ses bureaux régionaux africains d'Abuja, d'Addis-Abeba, de Johannesburg et de Nairobi. Ce poste de 12 mois porte sur des outils d'IA pour les finances publiques, l'approvisionnement en médicaments essentiels et la planification sanitaire.

Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou d'un master dans un domaine technique, justifier d'au moins deux ans d'expérience dans l'application de l'IA (idéalement en santé ou en agriculture) et avoir déjà conçu des prototypes avec de grands modèles de langage. Ils doivent être autorisés à travailler dans le pays choisi : la Fondation ne prend en charge ni visa ni relocalisation. Les candidatures ferment le 11 novembre.

Pourquoi c'est important : Trop souvent, les outils d'IA utilisés dans la santé et les services publics africains sont conçus loin de là où ils servent. Rémunérer des technologues africains pour les construire dans la région aide à garder cette expertise sur place.

Sources : Fondation Gates (offre) | Opportunity Desk

AUSSI CETTE SEMAINE

- Rappel : les candidatures au certificat en IA gratuit et en ligne de Carnegie Mellon University Africa ferment le 15 novembre ; la prochaine promotion démarre le 17 janvier 2027. [source]

UN SIGNAL À SUIVRE

Qui en porte le coût, qui en partage les bénéfices. Cette semaine, des communautés ont demandé à avoir leur mot à dire : les riverains des turbines de xAI au Mississippi et ceux du quartier de Barcelona, au Cap, veulent que leur air et leur eau comptent avant toute autorisation, et les conteurs réunis à Mombasa demandent à qui appartiendront leurs histoires. À la Tomorrow Foundation, nous pensons que le progrès de l'IA doit se mesurer à la capacité de celles et ceux qui vivent à ses côtés d'en partager les bénéfices, et pas seulement d'en supporter les coûts. Ceux qui accueillent les infrastructures, fournissent les données et racontent les histoires doivent avoir voix au chapitre, et une juste part de ce que l'IA rend possible.

AI for All Global Brief est une publication de la Tomorrow Foundation.